

## FOULES CONTESTATAIRES

# Occuper le monde pour le changer

L'occupation massive des places et des jardins publics devient-elle l'arme ultime des citoyens qui veulent exprimer leurs indignations et changer le monde ?

Quand le pouvoir les déloge, ils ne cessent de revenir, jusqu'à l'usure.



Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, vendeur ambulant, s'immole par le feu à Sidi Bouzid, une ville du centre de la Tunisie. Le monde arabe s'enflamme. Un mois à peine après les événements de Tunisie, en janvier 2011, la place Tahrir (« *place de la libération* »), centre névralgique de la capitale égyptienne, donne le ton. La liberté de parole est partout. Sur les réseaux sociaux aussi. Dans les pays voisins, comme au Yémen, les manifestants rebaptisent les places de la contestation du nom de la place égyptienne. D'autres, par peur, en Algérie, se hâtent de limiter drastiquement l'accès à la Place du 1<sup>er</sup> mai. Au Bahreïn, la monarchie locale ira jusqu'à détruire la Place de la Perle afin d'effacer, de purifier ce lieu public devenu symbole de la contestation. Aux cris de « *Dégage* », Ben Ali, Moubarak et Kadhafi ont été envoyés en enfer. Les dictateurs tombent les uns après les autres. Le feu s'est propagé au Yémen, à Bahreïn, en Syrie, en Turquie, au Brésil. Ce bouillonnement de masse dépasse le monde arabe.

## UNE MÊME INDIGNATION

Le 15 mai 2011, nouvelle expression citoyenne. Le *Mouvement des Indignés* naît en Espagne sur la *Puerta del Sol*. Des centaines de milliers de manifestants, rassemblés dans de nombreuses villes, réclament « *une vraie démocratie* ». Le mouvement *Démocratie réelle* affirme s'inspirer

© MENA - L. Bryant, Jonathan Rashad, VOA

du *Printemps arabe*, ainsi que du mouvement portugais « *du 12 mars* » et des mouvements grecs et islandais, « *La révolte des casseroles* » de 2008 nés à la suite de la crise financière.

Le mouvement s'étend dans d'autres pays européens avec plus ou moins d'intensité. Mais tous en auront entendu parler! En Turquie, sur la place Taksim, et dans les parcs publics, notamment à Gesi park qui devait être rasé afin de permettre la création d'un centre commercial, il se tient chaque soir des forums dont l'importance et la taille varient. Chacun peut y prendre la parole. Comme dans les rassemblements des indignés espagnols et partout ailleurs, la règle est stricte : deux minutes trente par personne pour exprimer « *ce qu'on n'a pas pu dire pendant des années* ». Voilà au moins, semble-t-il, un principe acquis : la liberté de parole. « *Il est difficile d'imaginer qu'un retour en arrière soit possible* », entend-on dire sur les réseaux sociaux dont le rôle a été décisif. Leur vitalité est aussi le signe de l'importance de la présence active d'une jeunesse moderne et instruite qui ne croit pas aux miracles : « *Je ne sais pas si notre résistance va faire changer le pays, mais elle nous a changés nous.* »

La vague des indignés se propage aussi en Israël, avec « *La révolte des tentes* » pour l'obtention de logements accessibles. L'occupation du boulevard Rothschild a été la plus grande manifestation sociale jamais organisée dans le pays. Des journaux ont titré : « *Un printemps arabe pour Israël ?* »

## DÉMOCRATIE DÉTOURNÉE

Enfin, le mouvement international *Occupy*, apparu à Kuala Lumpur (Malaisie), proteste contre les inégalités sociales et déclare, lui aussi, s'inspirer du *Printemps arabe*. Il sera suivi par *Occupy Wall Street* et *Occupy San Francisco*. Fin 2011, ce mouvement était présent dans plus de 95 villes à travers 82 pays et plus de 600 communautés aux États-Unis.

L'indignation est mondiale, non concertée, non organisée, sans leader et affirme sa filiation avec les mouvements en cours dans des pays dont ils sont très éloignés par l'histoire, la culture, le droit, la langue. Mais ils font tous état d'une même colère : la démocratie est détournée au profit de pouvoirs dictatoriaux et de pouvoirs financiers. En bref, observe la revue *Politix*, « *les uns avaient à chasser des*

*dictateurs, les autres manifestent contre les effets du libéralisme économique, mais les formes de lutte se ressemblent. Surtout qu'il apparaît bien souvent que l'ultralibéralisme rejoint les régimes autoritaires, (...) Si bien que l'exigence démocratique est finalement un trait commun à tous ces mouvements* ». Pour les altermondialistes, ces mouvements, partis sur des événements différents et apparemment sans lien direct entre eux, résultent de la prise de conscience d'une crise morale et politique. La crise financière a mis à mal le système démocratique représentatif et creusé les inégalités sociales.

« *Pour changer le monde, occupons le monde !* » lancent des manifestants.

---

*L'indignation est mondiale, non concertée, non organisée, sans leader.*

---

## SANS VISAGE, SANS EXPÉRIENCE

Beaucoup d'observateurs ont le sentiment d'entrer dans une ère nouvelle. Ces révoltes ne sont pas nées dans les usines ou les universités. Elles se développent en marge des syndicats, des mouvements étudiants, des partis politiques, de la société civile organisée. Ces mouvements sont sans visage ou presque, manquent d'expérience. Ils ont des réseaux mais sont peu organisés. L'automne sera difficile...

Depuis toujours, le monde arabe souffre de ses divergences. Vu de loin, à la télévision, les rassemblements de la place Tahrir donnent à voir une image de masse et de détermination populaire. Mais la réalité est tout autre : qu'ont en commun les héritiers du nassérisme, les musulmans libéraux, les coptes, les nouveaux réseaux sociaux, les laïcs ? Par ailleurs, du côté de l'armée comme des Frères musulmans, qui eux sont bien organisés, l'heure n'est pas au pluralisme démocratique. Jusqu'ici, le recours à la violence leur apparaît inévitable pour s'imposer.

Au Brésil, le pouvoir politique a été également pris à partie pour corruption et clientélisme. Il lui a été vigoureusement reproché de ne pas investir dans des secteurs clefs de la santé, de l'enseignement et des transports. Mais le gouvernement

brésilien n'est pas illégitime. Le Brésil ne vit plus sous la dictature militaire. Et ce n'est pas parce qu'il est contesté qu'il y aura un coup d'État.

En Égypte, que penser de la mise à l'arrêt d'un processus démocratique en cours ? Même si le président Morsi devait être désavoué pour avoir favorisé l'islamisation de l'État et pour son échec sur le plan économique, il devait l'être après des élections et non par l'armée dont on connaît les excès passés et son souhait de revenir à l'ordre ancien. Instaurer un réel pluralisme démocratique ne peut passer par l'éradication pure et simple des Frères musulmans.

En Turquie, l'opposition qui s'est manifestée n'est pas celle d'un mouvement social comme au Brésil ni celui d'un manque de légitimité comme en Égypte. Le premier ministre Erdogan n'est pas contesté pour sa légitimité. Beaucoup voyaient en lui quelqu'un qui avait réussi à concilier islam et démocratie. Mais les derniers événements ont montré une personnalité autoritaire. Il intervient dans un débat (l'aménagement du parc de Gesi) qui est du ressort de la mairie d'Istanbul. Il joue au père moral, surveille les mœurs de ses concitoyens, encourage l'islamisation de la vie quotidienne. Par ailleurs, l'armée turque n'a plus la puissance d'autrefois. Le kémalisme laïc a perdu de son aura. La jeune génération, la classe moyenne éduquée, refuse la mise sous tutelle de l'islam comme de l'armée.

La situation est bien différente d'un pays à l'autre... Et pourtant, au-delà des variantes culturelles et politiques, constate Francis Fukuyama, philosophe et économiste, connu pour ses thèses sur la fin de l'histoire, l'arrivée des classes moyennes sur la scène politique ne semble plus systématiquement vouée à l'échec et à la répression : « *Le fil directeur qui relie les événements de Turquie et du Brésil, ainsi que le Printemps arabe (...) est la montée en puissance d'une nouvelle classe moyenne à l'échelle mondiale...* » Mais précise-t-il, « *elle a rarement pu (ou pas encore ?) réussir à elle seule à induire des changements politiques durables.* »